

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La question est aisément résolue en ce qui concerne les demandes nouvelles présentées par des pays désireux de recourir à la technologie canadienne. En ce qui concerne les installations existantes, comme celles du Pakistan et, d'ailleurs, celles de l'Inde, nous n'épargnons rien pour obtenir le respect de nos garanties actuelles, qui sont d'un niveau très élevé. Je ne suis pas en mesure de faire connaître le résultat des négociations entreprises avec le Pakistan et avec l'Inde, parce qu'elles ne sont pas achevées. Nous nous efforçons d'atteindre les meilleurs résultats possibles. Mais il faut mettre la Chambre en garde. Si nous agissons de façon absolument tranchée, si nous retirons toute collaboration avec ces pays, rien ne dit que nous ne nous retrouverons pas avec des garanties moins élevées que celles qui avaient originellement été convenues. «Vous imposez des conditions nouvelles, diront-ils, nous ne sommes pas d'accord.» Et ils rompent le dialogue pour aller chercher leur technologie et leurs fournitures ailleurs, comme cela s'est déjà produit.

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: Puis-je essayer d'obtenir un supplément de renseignements du premier ministre, et lui demander si les nouvelles garanties s'appliqueraient également à tout pays achetant du combustible pour une installation, même si cette installation ne provient pas du Canada?

M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur. Nous désirons que les garanties s'appliquent à toute la durée de vie de la totalité des éléments de tout le processus nucléaire.

RÉACTEURS NUCLÉAIRES—LE PAKISTAN ET LE TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à adresser au premier ministre.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Au cours des discussions avec le Pakistan, a-t-on reçu des indications sur la date à laquelle ce pays était disposé à signer et à ratifier le traité de non-prolifération des armes nucléaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur. La question a été soulevée à plusieurs occasions, c'est-à-dire, je précise, avant la visite du premier ministre de ce pays au Canada. Je crois que le sujet a été discuté à diverses conférences. Je connais la réponse qu'a donnée le Pakistan, mais je ne puis donner à la Chambre l'assurance qu'il modifiera sa position.

LA PROPOSITION D'AMÉNAGEMENT D'UN CENTRE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES COMBUSTIBLES NUCLÉAIRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. David MacDonald (Egmont): En ce qui concerne la préoccupation que montre le premier ministre à l'égard des installations de recyclage, je me demande si le gouvernement a pris position sur la suggestion que le secrétaire d'État américain M. Kissinger a faite en septembre dernier aux Nations Unies? Celui-ci avait alors parlé de la nécessité d'établir un centre multinational régional pour assurer le cycle du combustible nucléaire, ce qui encouragerait la coopération régionale en matière d'énergie et assurerait l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le gouvernement a-t-il pris position sur ce point et celui-ci est-il inclus

Questions orales

dans les négociations avec les autres pays mentionnés sur les garanties?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je devrais me renseigner pour savoir si cette question particulière a été soulevée au cours de la conférence des pays fournisseurs d'énergie nucléaire qui a eu lieu à Londres. Personnellement, je l'ignore. Mais ce que je sais, c'est que les garanties sont plus rigoureuses au Canada que dans les autres pays fournisseurs et que nous essayons d'amener les autres à suivre la même voie que nous.

* * *

LES AÉROPORTS

TORONTO—LES HEURES DE COUVRE-FEU ET LES PROJETS D'AGRANDISSEMENT

M. A. C. Abbott (Mississauga): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Mardi dernier, le *Globe and Mail* de Toronto rapportait que le ministre, dans une lettre à la ville de Mississauga, avait laissé entendre que l'aéroport international de Toronto pourrait être agrandi. Par la suite, le ministre a nié cette interprétation, mais il a dit que les arrivées pourraient s'étaler sur une période plus longue. Le ministre peut-il confirmer d'abord qu'en allongeant cette période, il maintiendra les heures actuelles du couvre-feu et, en second lieu, que le gouvernement respectera sa promesse de renoncer à tout agrandissement d'importance à l'aéroport de Malton même si le gouvernement conservateur de l'Ontario n'a pas tenu sa parole à propos de Pickering?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Je suis heureux de pouvoir rassurer le député sur ces deux points. Il n'est pas question de modifier les heures du couvre-feu. L'insuffisance des installations de Pickering nous oblige, étant donné l'importance du trafic dans la région de Toronto, à songer à celles de Malton pour déterminer comment cet aéroport pourrait supporter un excès de trafic. C'est ce que je disais dans la lettre que le député a mentionnée. Je pourrais ajouter que cette lettre voulait manifester notre sollicitude et notre intérêt à l'égard de ceux qui habitent près de l'aéroport et la connaissance que nous avons des inconvénients qu'ils subissent par suite de l'accroissement du trafic, et la lettre rappelait nos engagements à l'égard de l'aéroport de Malton.

* * *

L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

LA REPRISE DE CHECKERBOARD FOODS PAR SWIFT CANADIAN—LA DÉCISION DE LA DIRECTION DES ENQUÊTES SUR LES COALITIONS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Elle a trait à l'acquisition de la Checkerboard Foods par la Swift Canadian et fait suite à la question que j'ai posée hier au ministre. Il nous a dit que d'ici un jour ou deux, il obtiendrait une réponse de la direction des enquêtes sur les coalitions. Étant donné que l'entreprise doit fermer aujourd'hui et licencier 180 travailleurs, je voudrais demander au ministre s'il a reçu une réponse de la direction des enquêtes sur les coalitions et en outre, s'il a examiné l'autre partie de sa réponse, au sujet de la priorité de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions sur la loi sur l'examen de l'investissement étranger?